

Madame ANDREY-PROST Stéphanie & Monsieur PROST Damien
29 rue des feuilles d'automne
25000 BESANCON

GRAND BESANCON METROPOLE
Service urbanisme
2 rue Mégevand
25000 BESANCON

Besançon le 20 décembre 2024

Objet : Concertation préalable du public – PLUI de Grand Besançon Métropole
Contribution – Ville de Besançon.
<https://www.registre-dematerialise.fr/5111/contribuez>

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la rédaction règlement du PLUI en cours d'élaboration, nous souhaitons que les dispositions du secteur UY tendant à protéger le paysage naturel et urbain soient à tout le moins préservées si ce n'est pas renforcées.

En secteur UY de la ville de Besançon, les dispositions du PLU sont notamment les suivantes :

Article UY11 : Aspect extérieur

Tout ouvrage ou construction qui serait de nature par sa situation, ses dimensions ou son aspect extérieur à porter atteinte à l'intérêt ou au caractère des lieux avoisinants ou du paysage naturel et urbain est interdit.

[...]

11.8 Antennes et pylônes

Les antennes, y compris les paraboles, doivent être intégrées dans le volume des constructions sauf impossibilité technique. Dans ce cas, elles sont positionnées de façon à réduire leur impact, notamment lorsqu'elles sont vues depuis les voies ou les espaces publics.
Les pylônes doivent être étudiés de manière à s'insérer dans le paysage.

Dans ce contexte, un pylône accueillant des antennes de radiotéléphonie a pourtant été implanté chemin des Montarmots, en méconnaissance des règles d'urbanisme précitées. Un jugement du tribunal administratif de Besançon en date du 1^{er} décembre 2022 a confirmé l'illégalité de l'autorisation d'urbanisme délivrée.

Il est rappelé que devant le tribunal administratif, la Ville de Besançon avait alors défendu l'arrêté de non-opposition délivré à tort à l'opérateur de téléphonie.

Un règlement du PLUI plus permissif, permettant à l'opérateur de téléphonie de régulariser le défaut d'autorisation d'urbanisme de son ouvrage, constituerait un mépris choquant et une atteinte inadmissible des intérêts des bisontins du quartier qui subissent l'impact paysager au quotidien.

C'est pourquoi, il est demandé que les prescriptions du secteur UY protégeant les paysages naturels et urbains, et spécialement l'article 11.8 ne soient pas assouplies, au détriment des bisontines et des bisontins.

Nous vous serions reconnaissant de bien vouloir verser cette contribution à la consultation en cours et de bien vouloir la prendre en compte.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Stéphanie ANDREY PROST

Stéphanie ANDREY PROST